

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Adresse aux militants syndicalistes
qui vont se réunir à Puteaux

par L. MERCIER

L'unité du mouvement syndical
aux Etats-Unis

par R. HAGNAUER

La nouvelle adaptation de l'Eglise
romaine

par F. A. RIDLEY

La France et le Moghreb

par SINDBAD LE MARIN

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 92 - Mars 1955

Adresse aux militants syndicalistes qui vont se réunir à Puteaux	L. MERCIER
Vincent Auriol libère sa conscience.	
L'unité du mouvement syndical aux Etats-Unis : Des bénéfices d'une scission aux promesses de l'unité !	R. HAGNAUER
Les syndicalistes de la Loire pour la liberté des peuples d'outre-mer.	
Raisons d'espoir pour bien-pensants	G. FOLCHER
La nouvelle adaptation de l'Eglise romaine (suite et fin)	F. A. RIDLEY
Un ministère « capitaliste » et conservateur	U. T.
La France et le Moghreb	SINDBAD LE MARIN
Gustave Hervé et l'affaire du drapeau dans le fumier	M. DOMMANGET

Parmi nos lettres

Encore le colonialisme	SALENÇON
------------------------------	----------

Notes d'économie et de politique

Bluff ou non ? — Imposer le désarmement. — La mort du canon. — Après les Banques fédérales la Banque d'Angleterre. — Vers une Yougoslavie collectiviste ?	R. LOUZON
---	-----------

Propos irréguliers

Situation et espoirs de la jeunesse. — La succession de Staline	R. H.
---	-------

La vie des Cercles

Cercle Zimmerwald : Pour l'unité du Troisième camp.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se fera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloulier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le baigneur policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

ADRESSE AUX MILITANTS SYNDICALISTES

QUI VONT SE RÉUNIR A PUTEAUX

Nous allons inventorier nos forces, confronter nos expériences, définir nos méthodes et choisir nos objectifs. Nous avons un commun intérêt à prendre conscience de notre infériorité, de notre actuelle incapacité à répondre aux défis que nous lancent les problèmes sociaux. Nous n'avons nulle intention d'affronter les drames de notre monde en exaltant la valeur de nos principes et en insistant sur notre bonne volonté. C'est le sentiment d'une faiblesse générale du mouvement ouvrier et de son effacement progressif qui nous pousse à nous réunir pour faire le point d'une situation que nous devinons critique, et pour établir les données d'une politique ouvrière efficace dont nous déplorons l'absence.

La grande majorité des militants sont aux prises avec mille travaux pratiques dont le total dépasse leurs possibilités quotidiennes. Cette somme d'efforts et de dévouements ne se retrouve pourtant pas dans le bilan de la vie nationale ou internationale, et elle pèse médiocrement sur l'évolution de la société. Il n'est pas vrai, comme d'aucuns le prétendent, que nous sommes moins nombreux qu'aux périodes fastes du syndicalisme combattant.

Malgré la désaffection ouvrière envers les syndicats, malgré la lourde mainmise d'un impérialisme sur un secteur important du prolétariat organisé, malgré la division et la sclérose des centrales ou des fédérations syndicales libres, le nombre de volontaires, d'activistes, est aussi grand sinon plus qu'en 1890 ou 1910. Mais ils sont davantage représentatifs des époques où ils se sont formés, où sont nées les idéologies qui les marquent, que du moment présent. En un demi-siècle, bien des expériences ont eu lieu, bien des évolutions se sont affirmées, bien des révolutions ont mûri jusqu'à l'éclatement. Et nous vivons parmi un bric-à-brac de souvenirs ou de leçons, représentés les uns et les autres par des hommes-échantillons. Les moindres villes françaises recèlent des groupes d'ex- : ex-libertaires, ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes. Sur cet extraordinaire humus éclosent d'étranges destinées individuelles. Mais nous ne saurions nous contenter de voir dans ces évasions les résultats des seules lassitudes ou ambitions personnelles.

Nous aussi, désespérément accrochés à la lutte sociale, nous sommes des ex- ; bien que fidèles à nos idées ; parce que fidèles à nos idées. Nous sommes des ex- du combat ouvrier réel. Nous couvrons nos tâches actuelles de formules nostalgiques. Nous en sommes réduits, dans le meilleur des cas, à prolonger des courants d'opinion. Nous ne sommes plus entièrement dans la mêlée, mais mi-contemplatifs, mi-acteurs, sans que nos deux attitudes se complètent. Les événements se déroulent ou s'étirent hors de notre atteinte, étrangers à notre préhension.

Ainsi donc, la rencontre de Puteaux peut être dans le meilleur des cas, — et ne doit être que cela si elle se veut utile — un rendez-vous de syndicalistes décidés à vivre, à œuvrer et à se manifester dans le présent. Il n'y aura ni saoulerie de mots, ni évasion dans

le futur, ni regrets des âges défunts. Alors seulement nous pourrions nous intégrer à la constante positive du mouvement ouvrier qui est d'intervenir sur les questions réelles, héritées d'hier, et de conditionner l'avenir par la nature des solutions apportées aux problèmes d'aujourd'hui.

★★

Dans cette Europe bouleversée par les guerres, surplombée par l'Empire soviétique, avide et mécontente à la fois de la protection américaine, la France collectionne la plupart des contradictions qui affaiblissent les nations occidentales. Superbe et décadence se retrouvent dans son comportement. Son antisoviétisme s'explique, autant que son antiaméricanisme, par la crainte de la révolution. Une bourgeoisie sans esprit d'entreprise, solidaire d'une économie stagnante et incohérente, prisonnière de la masse des privilégiés inactifs et coûteux qui lui fournit une base électorale, s'en remet aux grands commis, aux technocrates et à une vaste bureaucratie pour répondre aux problèmes qui la dépassent. Sa fin sans histoire est garantie par un Etat boursouflé par la décomposition.

Cette dégradation atteint la plupart des organes du pays, frappe presque toutes les couches sociales. La classe ouvrière n'en est pas indemne. Les poussées populaires, faute de buts précis et de pleine conscience des réformes à imposer, vont s'enliser dans les marais parlementaires. Là où les héritages attendent qui voudra les prendre, la revendication ouvrière est absente et de nouvelles castes se forment pour bénéficier de la carence prolétarienne. L'audace et la force, autrefois apanages des équipes syndicales, sont devenues caractéristiques des enrégés de la décadence. Ce sont les betteraviers, ce sont les pinardiers, ce sont les « poujadistes » qui brisent les lois du Parlement pour survivre aux lois de la concurrence, alors que les représentants syndicaux attendent sagement que le ministre de service veuille bien les recevoir.

Dans le meilleur des cas, les parfaites revendications ouvrières, les raisonnables réformes proposées par les centrales s'en vont prendre leur numéro dans la queue des innombrables doléances présentées par les associations de défense de la dentelle bretonne ou des comités de protection des tayloreries bas-alpines. La ronde des gouvernements paralyse les mouvements syndicaux ouvriers toujours prêts à juger le programme du dernier Cabinet, toujours dans l'attente de se prononcer sur les vœux du prochain, jamais capables de définir et d'imposer leurs volontés, d'apparaître comme un élément, sinon comme l'élément déterminant de la grande mêlée sociale.

Les situations et les problèmes où une intervention ouvrière lucide et pressante serait possible ne manquent cependant pas. L'apathie et l'éloignement des salariés ne résisteraient pas aux campagnes d'information, aux mobilisations générales pour le triomphe

d'une solution pratique aux inquiétudes les plus précises. Que ce soit le logement, la reconversion industrielle ou la fiscalité, chaque abcès dont souffre la société française demande un traitement énergique que ni l'Etat électoraliste ni la bourgeoisie assoupie ne sont disposés à appliquer.

Le mouvement syndical, pour peu qu'il veuille délaisser les jeux parlementaires et cesser de rêver d'une place au soleil qu'une « bonne » majorité accorderait à ses représentants, apparaît comme le seul moteur possible du progrès social.

Faut-il dresser une longue liste des réformes partielles ou structurelles que le mouvement syndical pourrait entreprendre et imposer par son action ? Ce serait relativement facile ; mais il est plus important de convaincre les militants de la possibilité de lutter pour des réformes et de les habituer à rechercher eux-mêmes, chaque jour et en toutes circonstances, où et comment intervenir dans la vie sociale. Cette agilité dans l'adaptation et cet esprit d'initiative, qui furent les qualités maîtresses de la bourgeoisie industrielle à une époque pas tellement lointaine, pourquoi ne seraient-ils pas pratiqués par les équipes syndicales ? Au lieu de lourds appareils correspondant cependant à des troupes peu nombreuses, nous créerions des organismes souples et adaptés aux tâches pratiques. L'à-propos des militants et les premières batailles livrées pour des buts bien définis, et avec les moyens du bord, entraîneraient rapidement la renaissance du mouvement ouvrier et l'habituerait à un rôle moteur.

Qu'une confédération lance des combats pour des objectifs communs à l'ensemble des travailleurs, voire à la majorité de la population, n'empêche nullement les fédérations, les unions départementales et locales, les syndicats et les sections de viser dans leur propre champ de tir. Ce qui est essentiel, c'est

de partir à l'action non sur des slogans ou des mots d'ordre d'agitation, mais en pleine connaissance des problèmes préhensibles et sensibles à la volonté concrète des intéressés.

Sans doute peut-on continuer l'actuelle gymnastique, épuisante et stérile, aux agrès de l'idéologie ; se passionner pour les joutes oratoires à propos de l'existence ou de l'inexistence de Dieu, cueillir la migraine à supputer les chances d'une nouvelle gauche avec ou sans François Mauriac. Mais ces exercices ne modifient en rien la condition ouvrière non plus que le maintien des travailleurs au rang de citoyens de catégorie inférieure. Par contre, les discours énivrants perpétuent la tradition des foules aveugles et des masses en quête d'un sauveur. La seule politique ouvrière est aux dimensions des connaissances et des moyens des travailleurs organisés. Toute autre, fût-elle exaltante, ne peut conduire qu'au mythe de la bonne autorité, de l'arbitrage suprême, de la monarchie, du « parti qui ne trompe jamais », ou de l'histoire qui apporte les lendemains chantants.

Rendre efficace l'action syndicale, c'est rendre confiance aux salariés, c'est remplacer les mots par les faits. Et que l'on ne voie pas dans ces banales constatations un retrait courant l'aménagement d'une condition prolétarienne au creux d'une sécurité trompeuse ou dans la tiédeur d'une médiocrité définitive. C'est au contraire dans la certitude que nous vivons en France une mue sociétale, et que des transformations profondes se produisent actuellement, que nous appelons les militants à se jeter à corps perdu dans le combat social pour mettre leur empreinte sur un monde en fusion. Non sur le monde passé ou sur celui des sociétés idéales, mais sur celui dont nous faisons partie et dont nous voulons être responsables au maximum de nos forces, de notre entendement, de nos volontés, de notre liberté de choix.

Louis MERCIER.

Vincent Auriol libère sa conscience

Sous le titre Est-il vrai..., la « R.P. » de décembre 1953 posait les deux questions suivantes :

Est-il vrai que M. Auriol a sur son bureau un rapport du doyen des juges d'instruction de Tunis expliquant pourquoi il lui est impossible de poursuivre les meurtriers de Fährat Hached, assassiné il y a un an ?

Si oui, est-ce que M. Auriol a l'intention de quitter la présidence de la République sans donner à ce rapport la suite que l'honnêteté la plus élémentaire comporte ?

Le 13 février dernier, Vincent Auriol donnait une réponse indirecte à ces questions. Dans un article de France-Soir au titre anodin : **Rendre la justice n'est pas une fonction administrative**, Auriol insérait cette phrase lourde de sens :

Le jour où certains dossiers de Tunisie seront connus, on verra comment la police, à l'abri de toute sanction et au su d'un ministre alors en exercice, couvrit certains actes, empêcha la découverte de certains coupables.

Ce qui veut dire en clair :

Au su d'un ministre alors en exercice (et au su également de M. Auriol, président de la République), la police tunisienne a couvert l'assassinat de Fährat Hached et a empêché la découverte des meurtriers.

Un an après avoir quitté la présidence de la République, Vincent Auriol éprouve donc, enfin, le besoin de libérer sa conscience. Mieux vaut tard que jamais...

Mais il ne doit point la libérer à demi ; il lui faut la libérer totalement. Et pour cela dire explicitement que c'est bien l'assassinat du secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs de Tunisie que la police tunisienne a couvert, indiquer les coupables dont elle a empêché la découverte et désigner nommément le ministre en exercice qui a connu cette forfaiture et l'a, à son tour, couverte en mettant les coupables à l'abri de toute sanction.

Vous ne pouvez, Monsieur le Président, vous arrêter à mi-chemin. Vous ne pouvez vous contenter d'accuser anonymement. Il vous faut fournir les noms et les preuves.

D'ailleurs, votre accusation est suffisamment formelle pour constituer à l'égard de la police tunisienne et d'un ancien ministre non dénommé une diffamation caractérisée. Pour l'honneur de la police, pour l'honneur de tous les ministres alors en exercice, le garde des Sceaux doit donc vous faire poursuivre, ce qui vous permettra de préciser et de prouver vos accusations — et du même coup le bien-fondé des nôtres — au grand jour de la Cour d'assises.

Encore le colonialisme

Du camarade Salençon :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre courageuse d'Espinasse que vous avez publiée dans la dernière livraison de la R.P. Je dis « courageuse », car il faut, aujourd'hui, dans les syndicats, pas mal de courage pour oser bousculer certaines formules toutes faites, absolument en dehors du réel, et dont les conséquences pratiques, si elles étaient prises au sérieux, iraient tout droit à l'encontre du but poursuivi par le syndicalisme libre.

Pour moi, c'est Lucien Laurat qui a raison lorsqu'il énonce ce principe fondamental :

« Le syndicalisme a pour mission de s'opposer à l'exploitation et à l'oppression d'où qu'elles viennent, mais c'est précisément pour cela qu'il lui incombe de distinguer entre les différents courants qui se manifestent dans un territoire et de ne pas soutenir aveuglément des mouvements notoirement rétrogrades qui combattent le capitalisme au nom de privilèges précapitalistes. Les tenants de la neutralité extrémiste, avides de hâter la liquidation du capitalisme d'antan et de brûler les étapes, risquent, bien souvent, de faire le jeu, soit de clans féodaux indigènes, soit des agents de l'esclavagisme soviétique. »

On objectera que l'argument n'est pas nouveau. Possible ! Mais les circonstances nous poussent à le considérer avec attention, car, désormais, il ne s'agit plus de théorie, mais d'actes d'une exceptionnelle gravité.

Par contre, ce qui est nouveau, c'est la croissance continue, massive, de l'impérialisme esclavagiste moscovite et l'appui donné par ce dernier aux divers nationalismes dans l'espoir de devenir très rapidement leur successeur.

Espoir chimérique ? Il faudrait être aveugle pour le soutenir, ou totalement ignorant de ce qui s'est passé et se passe encore à travers le monde.

Sans discuter inutilement sur la volonté réformatrice (!) des clans féodaux indigènes dont parle Laurat, on peut logiquement se demander quelle sera l'attitude des « syndicalistes révolutionnaires » français quand ils auront en face d'eux une Algérie soumise à Moscou, ce qui ne tarderait pas, étant donné les énormes moyens de propagande et de corruption dont disposent les dirigeants communistes.

Prêcheront-ils la soumission, la résignation ? Non ? La révolte ? Alors, à quoi cela rime ?

Demandent-ils à la France de renforcer son armure et de consolider de toute urgence l'alliance atlantique — ou, à l'instar de Marceau Pivert, soutiendront-ils une position inverse ?

Tout ça, bien sûr, pour avoir le plaisir de susciter la résistance et de fomenter la rébellion quand leur pays sera à son tour domestiqué ?

Il sera bien temps !

Allons, assez d'incohérences et de sottises !

Réclamer des réformes et s'insurger contre un certain état d'esprit rétrograde et méprisant est une chose ; préconiser l'aventure — l'aventure sanglante à bref délai — en est une autre.

Cessons de jouer les apprentis sorciers.

Pour ma part, et quoi qu'en dise l'étonnant commentateur de la lettre d'Espinasse, je me refuse à confondre les tueurs et pillards fanatiques avec les travailleurs honnêtes d'Afrique du Nord.

Les mouvements nationaux d'Afrique du Nord sont des mouvements « précapitalistes » et sont le fait de « clans féodaux » ? Notre camarade veut rire !

Il n'y a personne de ceux qui connaissent tant soit peu l'Afrique du Nord qui puisse prendre cette assertion au sérieux. Non pas, certes, qu'il n'y ait point de « clans féodaux » en Afrique du Nord, mais, loin de participer aux mouvements nationaux, les féodaux sont les plus fermes soutiens de l'Administration française. Les féodaux sont les aghas et les bach-aghass d'Algérie, les pachas du Maroc (dont le Glaoui est le type) et les marabouts, Or, aghas, bach-aghass, pachas et marabouts, qui n'existent à peu près plus que par la volonté de la France, s'accrochent désespérément à la France.

Loin d'être le fait de féodaux, les mouvements nationaux africains sont, au contraire, presque exactement constitués comme ceux qui, en Europe, mirent fin à l'ancien régime au cours des siècles derniers et créèrent le régime moderne : ils sont mi-bourgeois et mi-ouvriers. Leur fraction bourgeoise est surtout composée d'avocats, de médecins, de professeurs, et leur fraction ouvrière de travailleurs organisés en syndicats.

Quant au danger « communiste », cette autre tarte à la crème des colonialistes, il est absolument inexistant pour le moment. Beaucoup plus inexistant qu'en France.

Faut-il rappeler, en effet, que les syndicats ouvriers tunisiens se sont séparés de la C.G.T. bien avant les syndicats français, que leur organisation, l'U.G.T.T., s'est fondée plusieurs années avant F.O. et que l'U.G.T.T. groupe présentement l'immense majorité des travailleurs tunisiens en face d'une organisation syndicale communiste (U.S.T.T.) squelettique, alors qu'en France c'est tout le contraire : la C.G.T. communiste y groupe la grande majorité des travailleurs tandis que F.O. est squelettique ?

Faut-il rappeler également que le mouvement national algérien le plus actif, celui fondé par Messali Hadj, a complètement rompu avec les communistes il y a vingt-cinq ans, et qu'il a été, constamment depuis, à couteaux tirés avec eux ? « C'est grâce au mouvement nationaliste, c'est avec l'aide des militants nationalistes que, dans le Constantinois, nous avons pratiquement liquidé la C.G.T. et le parti communiste », déclarait Manchon, secrétaire de l'U.D. de Constantine, au dernier congrès de F.O.

Faut-il rappeler, enfin, que si, au Maroc, les travailleurs marocains sont syndiqués à la C.G.T., c'est uniquement par la volonté du gouvernement français qui les empêche de fonder des syndicats à eux, en imposant aux syndicats d'être dirigés par des Français ? Que la liberté syndicale soit instituée au Maroc, et vous n'y verrez bientôt plus pratiquement un seul travailleur à la C.G.T.

Quant aux partis nationaux eux-mêmes, tout le monde sait que le Néo-Destour, de Tunisie, n'a pas cessé, depuis le premier jour, de rechercher l'appui américain, et que l'Istiqlal marocain est étroitement lié à l'actuel gouvernement égyptien, qui pourchasse et condamne les communistes.

Par contre, ce qui est vrai, c'est que si la politique d'entêtement, de provocation et de domination raciale, qui est celle de nos colonialistes de droite et de gauche, se poursuit encore longtemps, le « danger communiste » naîtra, grandira et emportera tout en Afrique du Nord. Car s'il leur est impossible de se libérer autrement, les quelque 20 millions d'indigènes qui y vivent tenteront d'y parvenir avec l'aide de Moscou.

« Pour mettre fin à la domination française, je m'allierai avec le diable ! », disait Ho Chi-minh à l'un de ses amis parisiens qui lui reprochait ses liens avec Moscou, lors de sa venue en France pour les négociations de Fontainebleau. Tout pareillement, si on les y oblige, les Moghrebins s'allieront, eux aussi, avec le diable, mais les responsables n'en seront autres que les colonialistes. Il y a certainement un danger communiste en Afrique du Nord, pour l'avenir, mais c'est le colonialisme qui le créera.

Des bénéfiques d'une scission aux promesses de l'unité!

La presse a suffisamment commenté la réalisation de l'unité du mouvement syndical américain, dont le principe a été consacré par les directions des deux centrales : l'American Federation of Labor et le Congress of Industrial Organizations. A l'exception de la page syndicale de *Franc-Tireur* et des articles de son rédacteur social, Marcel Rousseau, tout ce que nous avons lu prouve cette « simplification » tendancieuse et déformante à travers laquelle le public français voit les mouvantes réalités américaines.

Rendons un hommage particulier à l'éditorialiste du *Monde* dont la virtuosité dans le faux par omission et l'insinuation jésuitique atteint la perfection.

Les lecteurs de la *R.P.*, s'ils ont quelque patience et quelque mémoire, peuvent saisir les éléments de la question. Ils retrouveront dans notre collection d'avant guerre une documentation sérieuse sur la fondation du C.I.O.

Dès les premiers numéros de notre nouvelle série, Alfred Rosmer nous informait sur les problèmes de la « reconversion », et ses chroniques ultérieures témoignaient d'une compréhension du mouvement américain, unique dans le syndicalisme français. Nous avons tenté à notre tour de rendre compte de nos contacts directs ou indirects avec les syndicats américains dans nos « notes de voyage » d'octobre et décembre 1950, et nous avons précisé les positions actuelles de l'A.F.L. dans notre article de novembre 1954.

Le succès d'une expérience

Il s'agit essentiellement aujourd'hui de la conclusion d'une étape — une des plus importantes sans doute — de l'évolution du syndicalisme américain : l'expérience du C.I.O. qui aura duré près de vingt ans. Bien entendu, les simplificateurs qui n'ont vu dans l'affaire qu'une scission provoquée par des facteurs idéologiques et politiques, liquidée par l'alignement de la minorité sur les positions idéologiques et politiques de la majorité, réduisent les faits aux dimensions de leur pauvre petite logique et négligent l'essentiel. Ceux qui font intervenir le facteur humain, l'opposition entre deux appareils, deux bureaucraties touchent la réalité au moins sur un point. Car il y eut certainement conflit de générations et l'humanité américaine présente l'universelle contradiction entre l'ange et la bête, entre les motifs généreux et les mobiles sordides. Tout cela n'est pas négligeable, mais certainement pas déterminant.

Car même si le C.I.O. disparaît, l'expérience a réussi. Les syndicats d'entreprise groupés dans de puissantes unions industrielles ont brisé le monopole des syndicats de métiers et liquidé les « syndicats-maisons » constitués par les patrons. Il ne s'agit donc pas d'un simple « recollage de morceaux ». A la vieille A.F.L. — qui a d'ailleurs assoupli et renouvelé son recrutement — le C.I.O. apporte une masse de travailleurs qui, en 1937, ne figuraient pas dans les effectifs syndicaux. La scission de 1937 présente quelque analogie avec l'unité française de 1936. Mais ici la fameuse promotion Blum qui quintupla les effectifs de la C.G.T. fut beaucoup plus roulée dans les flots de la démagogie politique que solidement organisée. Là, l'organisation a précédé la crue, l'a définitivement canalisée. Depuis des années, par une convention d'abord tacite puis explicite, il n'y avait plus de compétition entre les deux centrales dans les entreprises. Les « compétences » étaient mutuellement respectées. Le réseau des syndicats industriels entrera intact dans la centrale unifiée.

L'opposition entre le métier et l'entreprise — aspect du développement industriel qui a noyé les ouvriers qualifiés dans l'immense armée des manœuvres spécialisés — n'est évidemment pas un phénomène spécifiquement américain. L'Angleterre et la France ont connu de semblables conflits. Le C.I.O. lui-même porte l'héritage de rébellions conscientes et organisées contre le corporatisme réformiste de l'A.F.L. dont les plus marquantes restent : la « Socialist Trade and Labour alliance » de D. Léon, la grande grève des cheminots menée par le grand leader socialiste Eugène Debs en 1894, la fondation en 1905 des Industrial Workers of the World, d'esprit syndicaliste révolutionnaire, dont l'action pacifiste provoqua à la fin de l'autre guerre une féroce répression, décrite par Upton Sinclair dans « 100 % » (1). Le C.I.O. a certainement profité des tentatives et échecs antérieurs. Son succès, que l'on connaît mal, présente les caractères ordinaires des processus américains : densité, rapidité, efficacité. Mais il éclaire les possibilités du syndicalisme industriel dans le monde entier — alors que l'on a tenté, en Europe, de dépasser ou de repenser le syndicalisme, par le planisme ou l'étatisme.

(1) Nous devrions également mentionner « les Chevaliers du Travail », dont la légende garde encore tout son éclat. Mais ce fut à proprement parler une révolte contre le corporatisme.

Le « juin 36 » américain

Il ne faut jamais oublier que la grande crise de 1929 ébranla la société américaine plus profondément qu'une guerre ou une révolution. L'A.F.L. réagit selon ses tendances fondamentales : par la défense des métiers, la consolidation des noyaux d'ouvriers qualifiés. Esprit conservateur sans nul doute — qui s'affirmait aussi dans la résistance à l'immigration torrentielle. Nous avons déjà noté que cette résistance a ses côtés positifs et qu'elle eut des effets salutaires. Maintien des droits et des privilèges d'une aristocratie peut-être — mais d'une aristocratie exclusivement ouvrière, sans autre titre de noblesse que sa qualification professionnelle. Au reste, un élément d'appréciation que l'on ne peut négliger : c'est que le développement du C.I.O. n'a pas contrarié la croissance et le renforcement de l'A.F.L. Dans ces dernières années, on notait même la régression de celle-ci, tandis que celle-ci continuait sa marche ascendante, favorisée par le retour en son sein de l'Union des Travailleurs de la Confection pour Dames en 1941 et de la Fédération des Machinistes en 1951 (2).

Mais si paradoxal que cela paraisse, c'est peut-être la fondation du C.I.O. qui a sauvé l'A.F.L. Car la crise provoqua un mouvement spontané et tumultueux dans les grandes entreprises qui aurait abouti peut-être à une désagrégation du syndicalisme américain, sans l'organisation du C.I.O.

L'analogie avec l'action ouvrière française de 1936 se justifie par deux autres observations :

1° Les initiatives politiques à tendances populaires de lutte contre la crise, menées par Roosevelt aux Etats-Unis, par le Rassemblement populaire en France, ont sans doute créé l'atmosphère favorable au déclenchement de l'action ouvrière, mais ne l'ont pas directement inspirée. Ce n'est pas Roosevelt qui est responsable des révoltes du prolétariat des aciéries et de l'industrie automobile — pas plus que Blum et Thorez n'ont voulu les journées de juin. Au contraire, c'est l'action ouvrière qui a permis le succès des initiatives politiques, qui a même largement dépassé les objectifs des leaders politiques.

2° La similitude n'apparaît pas seulement dans le rythme vertigineux du recrutement, mais dans les méthodes utilisées lors des batailles. Les grèves sur le tas et les occupations d'usines marquèrent la lutte ouvrière aux Etats-Unis comme en France : beaucoup plus généralisées chez nous, mais souvent plus dramatiques là-bas.

Nous n'en donnerons que trois exemples (3) :

L'industrie automobile subissait avant 1929 une tyrannie patronale semblable à celle qui sévissait en France (chez Renault, en particulier), marquée par la police intérieure, l'espionnage et la répression. L'organisation des ouvriers était de plus fortement gênée par

(2) L'Union de la Confection pour dames animée par Dubinsky groupe des travailleurs de multiples origines (22 nationalités dans la seule section de New York). Elle a réalisé un remarquable effort d'éducation ouvrière. Quant à la Fédération des Machinistes, elle s'appellerait plus exactement Fédération des Mécaniciens. Ici le métier est la base du groupement. Mais la Fédération était animée par des éléments « progressistes » au sens américain du mot.

(3) On trouvera d'intéressantes précisions sur l'histoire de ces trois Unions dans trois brochures éditées par le Centre européen du C.I.O.

l'existence de dix-sept syndicats de métiers constitués par l'A.F.L. et dont les « compétences » divisaient le personnel des entreprises.

La grande crise réduisit au chômage la moitié des effectifs. Des manifestations de chômeurs, des grèves spontanées en 1934 et 1935 — notamment chez Buick, Chevrolet, Plymouth — répondirent aux renvois massifs, aux réductions des salaires, à l'accélération incessante des cadences de travail.

Le syndicat de l'automobile, auquel l'A.F.L. avait refusé son autonomie, devint indépendant en 1936 et rejoignit le Comité pour le syndicalisme d'industrie (première forme du C.I.O.) fondé par les unions des mineurs et de la confection. Celles-ci mirent leurs appareils à la disposition des syndicats de l'automobile, des aciéries, du caoutchouc.

L'U.A.W. (l'Union des travailleurs de l'automobile), après quelques arrêts de travail strictement localisés, organisa à la General Motors une magnifique grève sur le tas, suivie d'une occupation qui dura de décembre 1936 à février 1937. La signature d'une convention collective consacra la première grande victoire de l'Union.

Walter Reuther mena de 1937 à 1941 contre Ford une bataille au cours de laquelle il fut matraqué aux portes de l'usine et chez lui par les nervis du patron. En avril 1941, Ford céda à son tour.

Dans les aciéries, les premières tentatives d'organisation syndicale remontent à 1850. En 1876, l'Amalgamated Association of Iron and Steel workers (Fédération des travailleurs du fer et de l'acier) se constituait avec des ouvriers qualifiés dispersés dans des centaines d'entreprises. Elle se heurta à une répression patronale féroce et sanglante qui maintenait encore en 1929 un régime de terreur dans les usines.

En 1936, Philipp Murray, jusque-là militant des mineurs, entreprit un patient effort d'organisation, sur mandat du C.I.O. Au début de 1937, le groupe des grosses compagnies reconnaissait la jeune Union et la plus importante de ces compagnies accordait les quarante heures et une substantielle augmentation de salaires.

Il y eut cependant de sérieuses bagarres provoquées par les agents des compagnies — dont l'une en mai 1937, à Chicago, se solda par dix tués et quatre-vingt-dix blessés.

En 1941, cependant, l'organisation ouvrière — soutenue par le gouvernement — faisait céder le dernier îlot de résistance patronale : le groupe de la petite métallurgie.

Dans les transports, en 1930, les travailleurs, réduits à des salaires très bas, subissaient une journée de travail de dix ou douze heures, n'étaient pas payés les jours fériés et vivaient dans de déplorables conditions d'hygiène. Les syndicats restaient interdits en fait. Les Codes Roosevelt furent bafoués par la création de syndicats de compagnies, syndicats jaunes soumis au patronat.

En avril 1934, sept militants se réunirent pour tenter de briser le monopole des organisations patronales. D'abord clandestine, leur action se manifesta publiquement en 1935. En juillet 1935, le syndicat obtenait une première victoire à la suite d'une grève, dans un dépôt de New York. Pour que le syndicat soit reconnu officiellement, il fallut une grève sur le tas organisée dans l'une des usines

électriciens de la Compagnie. Il n'est pas inutile de préciser qu'au début les propagandistes non permanents se réunissaient dans un local minuscule avec comme matériel unique un appareil de téléphone. Douze années de luttes et d'organisation ont permis de grouper 100.000 adhérents des transports en commun des centres urbains.

La discrimination vaincue

Si le C.I.O. a dépassé six millions d'adhérents en 1950, contre sept millions à l'A.F.L. (huit millions au total en 1938), c'est parce qu'il a réalisé le syndicalisme industriel. C'est aussi parce qu'il a résolu dans son sein les questions nationale et raciale.

L'immigration, en effet, pendant la grande période de concentration industrielle se distingue par la qualité autant que par la quantité de celle du temps des pionniers. Les noyaux qui ont formé la nation américaine viennent d'Angleterre ou des pays protestants, riches de traditions libérales et d'aspirations socialistes. A la fin du XIX^e siècle, les entreprises gigantesques ont appelé un prolétariat issu de la plèbe misérable d'Europe centrale ou balkanique. En 1912 et en 1913, le patronat pour « régner » utilisait les haines entre les peuples que l'éloignement de la patrie en guerre aggravait encore. L'assimilation de ces groupes nationaux n'est pas encore terminée. L'antisémitisme ajoutait ses ravages à ceux de « l'antinégrisme » que l'immigration intérieure des noirs du Sud au Nord, de l'agriculture à l'industrie portait dans les usines et ateliers (4).

Or le C.I.O. a posé ces problèmes sous le signe de l'urgence, et a imposé ses solutions démocratiques avec une force qui a réagi sur l'A.F.L., engagée aujourd'hui, sans réserves, dans la lutte contre la discrimination.

L'éviction des staliniens

Nous n'écrivons pas ici l'histoire du C.I.O. Ce sont là vingt années beaucoup plus lourdes d'enseignement que ne le pensent les militants français qui monnayent un peu trop facilement « la poussière et la trace des vertus » de leurs aînés. Les lecteurs de la R.P. peuvent trouver dans notre collection matière à réflexions intéressantes. Il est vrai que le C.I.O. n'est pas immunisé contre la sclérose bureaucratique ; il est vrai que l'Union de l'automobile reste plus vivante que l'Union de l'acier, peut-être à cause de son origine, peut-être parce qu'elle est plus éloignée du contrôle gouvernemental, donc des interventions étatiques ; peut-être aussi parce que son département d'éducation ouvrière y maintient une saine animation à la base.

Il est normal que l'on signale les défauts et les vices du syndicalisme américain. Ce qui nous paraît anormal et tendancieux c'est de négliger la rapidité et la vigueur des remèdes nés de l'organisme même, lorsque le mal s'impose à l'attention générale. Ce qui est tendancieux et immoral c'est de tirer des conclusions péremptoires de rapprochements artificiels. Ainsi : les Etats-Unis veulent, depuis 1947, organiser la défense contre l'U.R.S.S. ; donc le C.I.O. a chassé les communistes, ce qui a provoqué une importante

baisse de ses effectifs (cf. éditorial du *Monde*).

Les faits répondent à cette insinuation malveillante. La lutte contre les staliniens a été menée avant même la fin de la guerre, dans l'Union de l'automobile, par la fraction la plus avancée, celle que dirigeait Walter Reuther. Au contraire, Philipp Murray, le président défunt du C.I.O., conciliateur modéré, se tint longtemps dans une réserve prudente. Les premières réactions en 1946 n'empêchèrent pas les staliniens de la direction du C.I.O. de voter toutes les motions de la majorité, même celles qui approuvaient en termes vagues le principe du plan Marshall. Ce n'est que les 22 et 23 janvier 1948 que, sur l'ordre de Moscou, la rupture fut officiellement consommée. Mais les scissions qui en résultèrent furent décidées démocratiquement. La plus importante opérée dans l'Union de l'électricité fut sanctionnée au plébiscite par 220.000 voix antistaliniennes contre 52.000. Quant à la baisse des effectifs, on en jugera par ce simple rapprochement. En 1945, sur les contrôles de la Fédération syndicale mondiale à laquelle il adhérait, le C.I.O. comptait pour 6.000.000 d'adhérents. En 1949, sur les contrôles de la C.I.S.L., il était inscrit pour 6.300.000. Aujourd'hui, il n'y compterait plus que 5 millions contre 10 millions à l'A.L.F. Le gain de celle-ci — hostile depuis toujours au stalinisme — prouve suffisamment que la perte du C.I.O., conséquence d'une dépression économique momentanée, ne mesure nullement la force stalinienne.

Dans l'Internationale

Il n'est pas inutile, alors que l'unité se réalise, de comparer les positions internationales du C.I.O. et celles de l'A.F.L. que nous avons exposées dans notre article de novembre 1954.

Il nous suffira de résumer la résolution votée par la 16^e convention du C.I.O., tenue du 6 au 10 décembre 1954, à Los Angeles.

C'est d'abord « une condamnation brutale de la petite poignée d'aventuriers militaires, du sénateur Knowland — partisan du blocus des côtes chinoises — qui risquent par leurs propositions incendiaires, insensées, en brandissant des sabres comme des hystériques, de mener à la guerre préventive avec comme ultime corollaire : la destruction de l'humanité.

« Les Etats-Unis n'ayant rien fait pour augmenter leur commerce avec les autres pays, il est normal que ceux-ci ne renoncent pas à faire des échanges avec les nations communistes. »

La convention met en garde contre le fait « que la stagnation économique et les bas niveaux de vie sont une source permanente de dangers communistes et totalitaires. La sécurité militaire perd toutes ses vertus, à la longue, lorsqu'on en confie le soin à des despotes réactionnaires ou coloniaux ».

Après « avoir déploré l'accord avec Franco, l'antisindicalisme grandissant du gouvernement hellénique, invité les Etats-Unis à se dissocier du colonialisme, de l'exploitation raciste et des diverses formes de despotisme existant en Afrique et en Asie, la convention réclame l'expansion du programme d'assistance technique et des lois d'immigration plus libérales ».

On a déjà noté que le C.I.O. est intervenu dans l'affaire du Guatemala dans un autre

(4) En un an la population noire de Chicago augmentait de 100.000 unités.

